

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 22/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARREFOUR SUPPLY CHAIN

62 rue de la Chaussée d'Antin
75009 Paris

Références : -
Code AIOT : 0010012330

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement CARREFOUR SUPPLY CHAIN implanté RUE JOSEPH ARISTIDE AUXENFANS ZAC DU MOUTET 18000 BOURGES. L'inspection a été annoncée le 03/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARREFOUR SUPPLY CHAIN
- RUE JOSEPH ARISTIDE AUXENFANS ZAC DU MOUTET 18000 BOURGES
- Code AIOT : 0010012330
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par l'arrêté préfectoral n°2016-DDCSPP-161 du 8 juin 2016 modifié, la société Carrefour Supply Chain est autorisée à exploiter un entrepôt ZAC du Moutet à Bourges.

Les installations exploitées sont classées dans les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement:

- rubrique 1510-2b (produits combustibles), sous le régime de l'enregistrement;
- rubriques 1450-2 (solides inflammables), 2714-2 (tri, transit, regroupement de déchets non dangereux), 2910-A2 (combustion), 2925 (atelier de charge), 4510-2 (dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aigue 1 ou chronique 1), 4734-2c (produits pétroliers), 4735-1b (ammoniac), 4801-2 (houille, coke, lignite...) et 4741-2 (hypochlorite de sodium) sous le régime de la déclaration.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Stockage sous chapiteau	AP Complémentaire du 14/09/2018, article 4	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Stockage extérieur de palettes	AP Complémentaire du 08/08/2024, article 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Vérification périodique des extincteurs	AP Complémentaire du 14/09/2018, article 6	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Vérification périodique des RIA	AP Complémentaire du 14/09/2018, article 6	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Vérification périodique des PI	AP Complémentaire du 14/09/2018, article 6	/	Demande d'action corrective	2 mois
8	Rétention des liquides dangereux pour l'environnement	Arrêté Préfectoral du 08/06/2016, article 7.6.3.3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 08/06/2016, article 7.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
11	Règles de compatibilité dans les cellules S1a et S1b	Arrêté Préfectoral du 08/06/2016, article 2.1.4.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
14	Système d'extinction automatique à	AP Complémentaire du 14/09/2018,	/	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	eau	article 6			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Vérification périodique des portes coupe-feu	AP Complémentaire du 14/09/2018, article 5	/	Sans objet
7	Contrôle de la rétention déportée de la cellule S1b	AP Complémentaire du 25/10/2019, article 7	Susceptible de suites	Sans objet
10	Stratégie de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/06/2016, article 7.7.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
12	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 08/06/2016, article 7.4.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
13	Stockage des aérosols en cellule S1a	AP Complémentaire du 25/10/2019, article 4	/	Sans objet
15	Système de détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/06/2016, article 7.4.3 et 7.7.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage sous chapiteau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/09/2018, article 4
Thème(s) : Autre, Chapiteau extérieur

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné} • date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions de l'article 2.1.4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 8 juin 2016 sont remplacées comme suit.</p> <p>Le chapiteau est positionné conformément aux plans joints par l'exploitant dans son dossier de demande d'adaptation des conditions d'exploiter, visé au présent arrêté. [...]</p> <p>Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment deux îlots limités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • taille maximale des îlots au sol : 16 m de large et 18 m de longueur ; • les palettes sont stockées sur 2 niveaux au maximum ; • hauteur de stockage : 3 mètres maximum ; • distance entre deux îlots : 4 mètres minimum. <p>Le contour des îlots est matérialisé au sol.</p>
Constats : <p>Constat de la visite d'inspection du 13/12/2022 : le stockage de palettes vides ne respecte pas les îlots définis.</p> <p>Lors de la présente visite, sur le terrain, l'inspection constate que, sous le chapiteau, les marquages des deux îlots et d'une allée de circulation piétonne sont peu visibles et encombrés par du stockage de palettes vides empilées sur plus de deux niveaux, de caisses vides et du matériel métallique divers, sans respect de la configuration requise des deux îlots.</p> <p>Le constat de la visite d'inspection du 13/12/2022 n'est pas satisfait.</p> <p>Constat : l'exploitant ne respecte pas les modalités d'aménagement du stockage requises sous le chapiteau.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Stockage extérieur de palettes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/08/2024, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}

Prescription contrôlée :

APC 08/08/2024

Article 3 : Consistance des installations autorisées

Les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 8 juin 2016 sont remplacés comme suit :
[...]

Les zones de stockage présentent les caractéristiques suivantes.

Zones / Mode de stockage / Surface (m²) / Hauteur de stockage (m) / Nombre d'emplacements palettes

Stockage extérieur de palettes / Masse / 200 / 3 / 400

[...]

AP 08/06/2016 - Article 7.2.3

[...] Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Constats :

Constat de la visite d'inspection du 13/12/2022 : des palettes sont stockées le long des voies de circulation non loin du chapiteau.

Constat de la visite d'inspection du 16/04/2024 : des palettes sont stockées à l'extérieur, près du chapiteau, sur une allée de circulation destinée aux piétons.

A noter que le dossier de demande d'autorisation d'octobre 2014 mentionne :

" 3.2.2.1 Zone d'écrêtage

Une zone bétonnée de 800 m², située à l'extérieur du bâtiment, en façade sud-est, permettra le stockage temporaire. Cette zone sera équipée d'un chapiteau.

- hauteur latérale 4m

- hauteur au faîtage 7,2m

- armature métallique

- toiture en membrane synthétique PVC blanc translucide (650g/m²)

- ancrage par piquets

La capacité maximale de stockage extérieure est de 1 000 palettes stockées sur 2 niveaux."

" 3.2.2.2 Stockage palettes

Une zone de stockage, d'environ 200 m², pour les palettes en bois, vides, en attente d'utilisation ou d'enlèvement est réservée à l'arrière de la cellule S1a.

Le stockage se fera sur 3 m de haut (soit 15 rangs de palettes)."

Lors de la présente visite, sur le terrain, l'inspection constate que :

- des palettes sont empilées sur une distance de plusieurs dizaines de mètres, jusqu'à une hauteur maximale d'environ 5 m, en bordure de la voie de circulation des poids lourds à proximité du chapiteau ;

- des palettes sont également empilées en deux îlots sur une aire bétonnée non prévue à cet effet à proximité du chapiteau ;

<p>- la quantité totale de palettes ainsi stockées est supérieure à 400 et couvre une superficie supérieure à 200 m² ;</p> <p>- la zone de stockage de palettes extérieure de 200 m², telle que prévue dans le dossier de demande d'autorisation n'a pas été aménagée.</p> <p>L'exploitant indique qu'il s'agit d'une problématique structurelle sur laquelle il a commencé à réfléchir étant donné que l'aire telle qu'autorisée n'est pas adaptée aux besoins en termes de superficie et d'emplacement.</p> <p>Constat : des palettes sont stockées en masse, à l'extérieur, à l'est du site, sur des voies de circulation, à des emplacements, à des hauteurs de stockage et dans des quantités non autorisés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Vérification périodique des extincteurs

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/09/2018, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné} • date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>APC 14/09/2018 - Article 6</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant dispose ainsi :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'extincteurs, en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées; <p>[...]</p> <p>AP 08/06/2016 - Article 7.4.3. Vérifications périodiques</p> <p>Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.</p>

<p>Constats :</p> <p>Constat de la visite d'inspection du 13/12/2022 : l'exploitant doit justifier du remplacement des 9 extincteurs.</p> <p>Documents consultés, transmis par courriel du 21/08/2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • rapport d'intervention du 31/07/2024 de la société CHUBB ; • rapport d'intervention du 12/03/2025 de la société CHUBB. <p>Le premier rapport recense 416 extincteurs en bon état et 2 à remplacer. Le second rapport est relatif à la pose de 2 extincteurs.</p> <p>Le constat de la visite d'inspection du 13/12/2022 est satisfait.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection examine, par sondage, l'étiquette apposée sur l'extincteur n°108 à proximité de la porte coupe-feu séparant les cellules S2 et S3 : dernière vérification effectuée le 10/09/2025.</p> <p>L'exploitant précise que le retard de vérification annuelle est dû à un changement de prestataire.</p> <p>Constat: l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le rapport de la vérification périodique effectuée en septembre 2025 afin de justifier du bon fonctionnement de la totalité des extincteurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Vérification périodique des RIA

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/09/2018, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>APC 14/09/2018 - Article 6</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant dispose ainsi :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • de robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel ; <p>[...]</p> <p>AP 08/06/2016 - Article 7.4.3. Vérifications périodiques</p> <p>Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.</p>

Constats :

Constat de la visite d'inspection du 13/12/2022 : l'exploitant doit justifier des mesures prises pour que le contrôle du RIA (non contrôlé) soit possible.

Document consulté, transmis par courriel du 21/08/2025 :

- rapport d'intervention du 30/07/2024 de la société CHUBB.

Le rapport recense 119 RIA en bon état (aucun signalement de RIA non contrôlé). Le constat de la visite d'inspection du 13/12/2022 est satisfait.

Sur le terrain, l'inspection examine, par sondage, l'étiquette apposée sur :

- RIA implanté au-dessus des extincteurs n°108 et 109, à proximité de la porte coupe-feu séparant les cellules S2 et S3 : dernière vérification effectuée en juillet 2024 ;
- RIA implanté au-dessus des extincteurs n°94 et 95, à proximité de la porte coupe-feu séparant les cellules S1b et S2 : dernière vérification effectuée en juillet 2024.

L'exploitant précise que la vérification des RIA est annuelle et que l'organisme va prochainement la réaliser.

Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un justificatif de la vérification des RIA en 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Vérification périodique des PI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/09/2018, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

APC 14/09/2018 - Article 6

[...]

L'exploitant dispose ainsi :

- d'hydrants implantés autour du bâtiment de sorte que l'accès extérieur de chaque cellule soit situé à moins de 100 m d'un hydrant et que les hydrants soient distants entre eux de 150 m maximum ; ces hydrants disposent d'un débit minimal unitaire de 60 m³/h sous 1 bar et deux poteaux assurent en simultané un débit de 120 m³/h [...];

[...]

AP 08/06/2016 - Article 7.4.3. Vérifications périodiques

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.

Constats :

Documents consultés, transmis par courriel du 16/09/2025. :

- rapport de maintenance préventive des poteaux incendie du 04/08/2025 par la société EMALEC ;
- rapport de maintenance préventive des poteaux incendie du 08/09/2025 par la société EMALEC.

L'inspection relève que les rapports présentent des erreurs d'unités (confusion entre débit et pression) et ne comportent pas de conclusion sur le caractère conforme ou non des équipements.

Le premier rapport recense 12 PI vérifiés. Le débit du PI n°11 est insuffisant. Le débit simultané des PI n°4 et n°11 est insuffisant.

Le second rapport est relatif à la vérification du PI n°11 qui présente un débit suffisant. Il n'y a pas eu de nouvelle mesure du débit simultané.

Sur le terrain, l'inspection examine, par sondage, l'étiquette apposée sur le PI n°6 à proximité du chapiteau : dernière vérification effectuée le 04/08/2025.

Constat : le débit simultané des poteaux incendie n°4 et 11 est insuffisant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Vérification périodique des portes coupe-feu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/09/2018, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :

APC 14/09/2018 - Article 5

[...]

les portes communicantes entre les murs coupe-feu sont munies d'un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie assurant leur fermeture automatique. Ce dispositif doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur des parois séparatives et est également manœuvrable manuellement. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles.

[...]

AP 08/06/2016 - Article 7.4.3. Vérifications périodiques

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.

<p>Constats :</p> <p>Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • rapport de maintenance - système de sécurité incendie et/ou matériel incendie du 15/11/2024 par la société SIA, transmis par courriel du 21/08/2025. ; • bon de commande du 01/04/2025 pour le remplacement de la porte coupe-feu PCF 080 par la société FIVO SERVICES, transmis par courriel du 16/09/2025. <p>Le rapport signale une anomalie : porte battante PCF 080 de communication entre le bureau F01 et les toilettes hommes F01. L'exploitant déclare qu'elle a été remplacée le 26/05/2025 par la société FIVO SERVICES.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection constate, par sondage, :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bon état apparent et la fermeture de la porte PCF 080. - la présence de deux boîtiers (jaunes) de fermeture de la porte coupe-feu PCF 022 (entre les cellules S2 et S3), situés de part et d'autre de celle-ci. Le test de fermeture de la porte réalisé par l'exploitant à la demande de l'inspection est concluant. - la présence de deux boîtiers (jaunes) de fermeture de la double porte coupe-feu PCF 006A et 006B (entre les cellules S1 et S1b), situés de part et d'autre de celle-ci. Le test de fermeture de la double porte réalisé par l'exploitant à la demande de l'inspection est concluant. <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Contrôle de la rétention déportée de la cellule S1b

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2019, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, confinement des eaux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné} • date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 7.7.9 de l'arrêté préfectoral du 8 juin 2016 sont remplacées comme suit.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité du dispositif d'étanchéité. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.</p> <p>Cette rétention fait l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit dans une procédure d'exploitation les modalités de réalisation d'un examen visuel simple régulier et d'un examen visuel annuel approfondi. Ces vérifications sont consignées dans un registre.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Constat de la visite d'inspection du 13/12/2022 : l'exploitant doit justifier d'un examen visuel annuel approfondi. Les modalités des examens visuels simple et annuel approfondi doivent être définies dans une procédure.</p> <p>Documents consultés lors de la présente visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • procédure de vérification des rétentions du 04/07/2025, transmise par courriel du 21/08/2025. ; • fiche de suivi des vérifications du bassin de rétention de 150 m³, transmise par courriel du 16/09/2025. <p>La fiche recense des vérifications en mai et novembre de chaque année. Un contrôle annuel approfondi a été effectué le 20/05/2025. Aucune anomalie n'est signalée.</p> <p>Le constat de la visite d'inspection du 13/12/2022 est satisfait.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Rétention des liquides dangereux pour l'environnement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2016, article 7.6.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, stockages</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné} • date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les liquides dangereux pour l'environnement peuvent être stockés dans les cellules S1 à S7.</p> <p>Des avaloirs sont présents au centre de chaque cellule pouvant contenir des liquides dangereux pour l'environnement. Ils permettent de récupérer les écoulements accidentels et de les diriger vers une cuve enterrée d'une capacité minimale de 60 m³.</p> <p>Cette cuve enterrée est étanche et résistante aux produits qu'elle est susceptible de contenir. La cuve de rétention est signalée et identifiée, avec affichage du volume.</p> <p>L'exploitant met en place une vérification périodique de la cuve pour contrôler l'absence de liquide. Ces vérifications sont consignées dans un registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat de la visite d'inspection du 13/12/2022 : la cuve de rétention n'est pas correctement signalée et son volume n'est pas affiché.</p> <p>Documents consultés, transmis par courriel du 21/08/2025. :</p> <ul style="list-style-type: none"> • procédure de vérification des rétentions du 04/07/2025 ; • fiche de suivi des vérifications de la cuve enterrée de 60 m³. <p>La cuve a été contrôlée par l'exploitant tous les trois mois en 2025. Aucune anomalie n'est signalée. Sur le terrain, l'inspection constate qu'une pancarte apposée au droit du regard de la cuve enterrée, située à l'ouest du site entre les cellules de stockage et la clôture, mentionne : « réserve liquides</p>

<p>inflammables 60 m³ ». Le constat de la visite d'inspection du 13/12/2022 est satisfait.</p> <p>A l'ouverture du regard, l'inspection constate la présence de liquide en fond de cuve mais n'est pas en mesure d'en déterminer la profondeur. L'exploitant explique qu'il s'agit d'un fond de liquide omniprésent et qu'il dispose d'un repère sur la paroi (visibilité du busage) pour s'assurer que le niveau ne monte pas. La procédure et la fiche ne font pas état de cette situation.</p> <p>Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier l'origine du liquide présent dans la cuve de rétention de 60 m³ et que la présence de liquide ne remet pas en cause le volume utile requis. Il n'est pas en mesure de justifier le caractère étanche de la cuve.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Etat des stocks de produits dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2016, article 7.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AP du 08/06/2016 - Article 7.2.1 :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature (notamment phrases de risques ou mentions de danger), leur classement dans la nomenclature des installations classées, et la quantité des substances et mélanges dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Point 1.4 de l'annexe II de l'AM du 11/04/2017 :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p>

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

[...]

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

[...]

Constats :

Constat de la visite d'inspection du 16/04/2024 : l'état des matières stockées dans l'entrepôt est incomplet. Les conditions de la détermination de l'état des stocks ne sont pas précisées dans le POI. Aucun état sous format synthétique n'est disponible pour les besoins de communication de la population.

Documents consultés :

- version 4 du POI (octobre 2024) ;
- extrait du logiciel de suivi des matières dangereuses (SMD), transmis par courriel du 21/08/2025 ;
- état édité vers 11h le 17/09/2025 via le logiciel SMD.

L'exploitant est en mesure d'éditer, depuis le poste de garde où se situe la salle de crise, l'état des stocks de matières dangereuses dans toutes les cellules de stockage sous les deux formats requis.

L'inspection relève toutefois que le document n'est pas horodaté.

En outre, les stocks de certains produits combustibles (palettes stockées en masse à l'extérieur) et de déchets combustibles (emballages usagés en carton et en plastique et palettes déclassées notamment) ne figurent pas dans l'état présenté.

Les conditions de la détermination de l'état des stocks ne sont pas précisées dans le POI.

Le constat de la visite d'inspection du 16/04/2024 n'est pas satisfait.

Constat : l'état des matières stockées dans l'entrepôt est incomplet. Les conditions de la détermination de l'état des stocks ne sont pas précisées dans le POI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Stratégie de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2016, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations sans prendre en compte un éventuel recours aux moyens des services publics d'incendie et de secours. Les incendies visés précédemment sont ceux qui peuvent porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.</p> <p>Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité et de la mise en œuvre efficace des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des potentiels scénarios suivants pris individuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - feu de récipients mobiles stockés en rack ; - feu de récipients mobiles stockés en masse ; - feu de récipients mobiles stockés en vrac ; - feu de nappe dans une cellule de liquides inflammables ; - feu d'engin de transport (principalement les camions),nécessitant les moyens les plus importants de par la nature et la quantité des liquides inflammables stockés et la surface, l'emplacement et l'encombrement en équipements de l'installation. <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents, dans un délai maximal après le début de l'incendie équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs.</p> <p>Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le Plan d'Opération Interne prévu par l'article 7.7.8.2 du présent arrêté ; - les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie. <p>L'exploitant détermine dans son plan de défense incendie ou dans le Plan d'Opération Interne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la chronologie de mise en œuvre des opérations d'extinction ; - la durée de chacune des étapes des opérations d'extinction ; - la provenance et le délai de mise en œuvre des moyens nécessaires à l'extinction ; - la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction.

<p>Constats :</p> <p>Constat de la visite d'inspection du 16/04/2024 : l'exploitant n'a pas élaboré un plan de défense incendie complet intégré au POI.</p> <p>Par courriel du 11/10/2024 en réponse au constat, l'exploitant transmet la version 4 du POI (octobre 2024) qui intègre le PDI et contient les éléments requis.</p> <p>Le constat de la visite d'inspection du 16/04/2024 est satisfait.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Règles de compatibilité dans les cellules S1a et S1b

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2016, article 2.1.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.1.4.1. Gestion des incompatibilités</p> <p>Les produits sont stockés par catégorie de danger et selon les règles de compatibilité indiquées sur les fiches de données de sécurité.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires (procédures de stockage, modes opératoires, formation du personnel...) pour que les stocks de matières chimiquement incompatibles ne puissent entrer en réaction entre elles, et en aucun cas de façon à aggraver un incendie. Compte tenu de la diversité des produits susceptibles d'être présents sur le site, l'exploitant met en place une organisation lui permettant de vérifier préalablement à tout stockage et en phase d'exploitation que les règles de compatibilité des produits entre eux sont respectées. L'exploitant portera à la connaissance des services de l'Etat les dispositions prises pour atteindre ces objectifs. Les éléments justificatifs seront tenus à disposition dans l'établissement.</p> <p>Les zones de stockage de l'entrepôt sont organisées en respectant les principes établis dans le tableau ci-dessous.</p> <p>Zones de stockage / Rubriques ICPE / Mode de stockage</p> <p>[...]</p> <p>Cellule S1a / 4320, 4321, 4718, 1510 / Rack</p> <p>Cellule S1b / 1436, 4734, 1450, 4331, 1510 / Rack</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat de la visite d'inspection du 16/04/2024 : les règles de compatibilité des produits stockés dans les cellules S1a et S1b ne sont pas respectées.</p>

<p>Document consulté lors de la présente visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> Extrait du logiciel de suivi des matières dangereuses (SMD) édité le 17/09/2025 vers 11h dans les cellules S1a et S1b. <p>L'inspection relève des incompatibilités de produits dans les cellules S1a et S1b :</p> <ul style="list-style-type: none"> dans la cellule S1a : présence de 1708 kg de produits relevant de la rubrique 4510, 715 kg de 4511, 116 kg de 4331, 537 kg de 4741 ; dans la cellule S1b : présence de 2795 kg de 4510, 480 kg de 4741 et 70 kg de 1630. <p>L'exploitant déclare avoir prévu de mettre en place une équipe de nuit à partir du 30/09/2025 ayant pour tâche de réorganiser les stocks dans ces cellules afin de rétablir la conformité d'ici fin octobre 2025.</p> <p>Le constat de la visite d'inspection du 16/04/2024 n'est pas satisfait.</p> <p>Constat : les règles de compatibilité des produits stockés dans les cellules S1a et S1b ne sont pas respectées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 12 : Formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2016, article 7.4.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque toxique</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 16/04/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat de la visite d'inspection du 16/04/2024 : le personnel susceptible d'intervenir sur les groupes froids n'est pas formé aux risques liés au dioxyde de carbone et à l'ammoniac. Les équipes d'intervention ne sont pas constituées et formées.</p>

<p>Par courriel du 02/01/2025, en réponse au constat, l'exploitant a transmis les attestations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - formation "froid - sécurité CO2 et sécurité ammoniac NH3" en novembre 2024 délivrées par INSTITUT FORMATION FROID à plusieurs salariés ; - formation "équipier de première intervention incendie" en juin et septembre 2024 délivrées par CENTRE DE FORMATION ET COMPETENCES à plusieurs salariés; - formation "équipier de première intervention et manipulation de RIA" du 09/09/2024 délivrée le 09/09/2024 par MANUTEO à un salarié. <p>Documents consultés lors de la présente visite, transmis par courriel du 21/08/2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • attestations de formation "comment gérer une situation de crise (permanent de direction) - niveau 1" dispensée le 06/03/2024 par CENTRE DE FORMATION ET COMPETENCES à deux salariés ; • attestation de formation " comment gérer une situation de crise (permanent de direction) - niveau 1" dispensée le 04/07/2024 par CENTRE DE FORMATION ET COMPETENCES à un salarié ; • passeport de formation au 19/07/2022 d'un salarié; • compte rendu de réunion du 25/09/2024 de sensibilisation et présentation du nouveau POI. <p>Le constat de la visite d'inspection du 16/04/2024 est satisfait. Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Stockage des aérosols en cellule S1a

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2019, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque explosion/incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>APC 25/10/2019 - article 4 Les dispositions de l'article 2.1.4.2.6 de l'arrêté préfectoral du 8 juin 2016 sont remplacées comme suit. Les générateurs d'aérosols sont stockés uniquement dans la cellule S1a. Une détection incendie et un système d'extinction automatique sont mis en place afin d'agir sur la zone en feu dès le début de l'incendie. [... le stockage [est] correctement aménagé afin de limiter la dégradation par choc des générateurs d'aérosols pendant les opérations de manutention.</p> <p>AP 08/06/2016 - article 7.7.5 Un système de détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme vers un ou des locaux où du personnel est présent en permanence est mis en place dans les cellules de stockage et les locaux techniques. Pour les cellules S1a et S1b, ce dispositif de détection est distinct du système d'extinction automatique, sauf dans le cas d'un système d'extinction automatique spécifique à un stockage en rack. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Document consulté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • rapport de visite d'un système d'extinction automatique à eau de type sprinkler suivant la

<p>norme NFPA13 ou la règle FM du 02/07/2025 par la société AIRES.</p> <p>Le rapport relève trois non conformités récurrentes sur des équipements en dehors de la cellule S1a (voir point de contrôle suivant).</p> <p>Sur le terrain, l'inspection constate, par sondage, dans l'allée n°04 de la cellule S1a, la présence, au niveau n°50, d'aérosols stockés sous film en plastique sur palette en racks. Les racks sont munis d'un système de sprinklage.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Système d'extinction automatique à eau

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/09/2018, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>APC 14/09/2018 - Article 6</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant dispose ainsi :</p> <p>[...]</p> <p>- d'un système d'extinction automatique d'incendie installé au niveau de l'ensemble des cellules de stockage adapté à la nature des produits stockés de type NFPA et conforme à un référentiel reconnu. [...]</p> <p>AP 08/06/2016 - Article 7.4.3. Vérifications périodiques</p> <p>Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Document consulté :</p> <ul style="list-style-type: none"> rapport de visite d'un système d'extinction automatique à eau de type sprinkleur suivant la norme NFPA13 ou la règle FM du 02/07/2025 par la société AIRES. <p>Le rapport relève trois non conformités récurrentes sur les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> locaux air comprimé (depuis le 22/06/2022) : demande d'achat effectuée par l'exploitant le 18/07/2025 ; cellule S0 emballage (depuis le 21/12/2023) : demande d'achat effectuée le 22/07/2025 ; essai motopompe B1 (depuis le 17/12/2024) : l'exploitant déclare être en attente de devis. <p>Les non conformités sont classés en niveau 3 (elles ne mettent pas le système sprinkleur en échec).</p> <p>Constat : le système d'extinction automatique à eau présente des non conformités.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Système de détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2016, article 7.4.3 et 7.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.7.5 Un système de détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme vers un ou des locaux où du personnel est présent en permanence est mis en place dans les cellules de stockage et les locaux techniques. Pour les cellules S1a et S1b. ce dispositif de détection est distinct du système d'extinction automatique, sauf dans le cas d'un système d'extinction automatique spécifique à un stockage en rack. [...]</p> <p>ARTICLE 7.4.3. VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en oeuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Document consulté :</p> <ul style="list-style-type: none"> Compte rendu de maintenance préventive du 20 au 22/11/2024 par la société DEF - détection incendie. <p>Le rapport ne relève pas d'anomalie. Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite